UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2000/88/Add.1
25 January 2000

ENGLISH
Original: ENGLISH/FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-sixth session
Item 16 (b) of the provisional agenda

REPORT OF THE SUB-COMMISSION ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

ELECTION OF MEMBERS

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-sixth session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States; two members from Asian States; two members from Eastern European States; two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in document E/CN.4/2000/88, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 15 November 1999. That document also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data have been received since 15 November 1999.

4. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 25 January 2000. This document also includes biographical data received since 15 November 1999 (see annex)*.

---

* Issued in the original languages only.

5. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

6. The updated list of nominations as at 25 January 2000 is as follows:

African States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Algeria	Ms. Leila ZERROUGUI	
Benin	Mr. Fortuné Luc Olivier GUEZO	Mr. François-Mathieu NOUDEVIWA
Egypt	Mr. Mounir ZAHRAN	
Ethiopia	Mr. Fisseha YIMER	
Madagascar	Mr. MAHAZAKA	Ms. Arlette RAMAROSON
Morocco	Ms. Halima Embarek WARZAZI	
South Africa	Mr. Jody KOLLAPEN	
Sudan	Mr. Ahmed M.O. EL MUFTI	
Tunisia	Mr. Lazhar BOUOUNY	Ms. Hamida M'RABET LABIDI

Asian States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Japan	Mr. Yozo YOKOTA	Ms. Yoshiko TERAO
Lebanon	Mr. Sami A. BEKDASH	
Nepal	Mr. Kapil SHRESTHA	
Republic of Korea	Mr. Soo Gil PARK	Ms. Chin Sung CHUNG

Eastern European States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Armenia	Mr. Yuri BARSEGOV	Mr. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN
Belarus	Mr. Stanislav OGURTSOV	
Kazakhstan	Mr. Marat SARSEMBAEV	
Romania	Ms. Iulia Antoanella MOTOC	Ms. Victoria SANDRU

Latin American States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Cuba	Mr. Miguel J. ALFONSO MARTINEZ	Mr. Juan Antonio FERNANDEZ PALACIOS
Guatemala	Ms. Otilia LUX DE COTI	Ms. Juana CATINAC DE COYOY
Paraguay	Ms. Soledad VILLAGRA	
Peru	Mr. Manuel RODRIGUEZ-CUADROS	

Western European and other States

Nominating Member State	Expert nominated	Alternate nominated
Netherlands	Mr. Fried VAN HOOF	Ms. Lammy BETTEN
Norway	Mr. Asbjorn EIDE	Mr. Jan HELGESEN
Turkey	Mr. Gunduz AKTAN	Mr. Bulent MERIÇ
United States of America	Mr. David WEISSBRODT	Ms. Barbara FREY

Annexe

BIOGRAPHICAL DATA

Ms Leila ZERROUGUI (Expert)

(nominated by the Government of Algeria)

Date et lieu de naissance : 7 mars 1956 à Souk-Ahras (Algérie)

Profession : Magistrat

Grade : Présidente de Cour d'appel

Fonction actuelle : Conseiller au Cabinet du Ministre de la justice

Diplômée de l'École nationale d'administration (1980)

Magister en droit foncier et agraire à l'Université de Blida (Algérie)

Formation spécialisée sur le droit foncier, Damas, 1994

Formation spécialisée sur la coopération pénale internationale, Tokyo

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

1980-1986	Juge du siège au tribunal de Koléa Juge des mineurs Présidente de la section du statut personnel Présidente de la section pénale Juge des référés
1986-1996	Magistrat à la Cour d'appel de Blida Conseiller à la Chambre d'accusation Conseiller à la Chambre administrative Présidente de la Chambre administrative Conseiller au tribunal criminel Présidente du tribunal criminel Présidente de la chambre pénale Présidente de la chambre des mineurs
1996-1997	Présidente de la chambre administrative de la Cour d'Alger Présidente du tribunal criminel de la Cour d'appel d'Alger

1998 à ce jour	Conseiller au Cabinet du Ministre de la justice
	Membre de la Commission nationale sur la réforme de la justice
	Membre de la délégation algérienne ayant présenté le deuxième rapport périodique sur les droits civils et politiques
	Membre du groupe de travail interministériel pour la prise en charge des victimes des violences sexuelles et des enfants nés suite à un viol commis par les terroristes
	Membre du groupe de travail chargé de la préparation de l'avant-projet de loi portant création du Conseil d'État

ENSEIGNEMENT

1993-1994	Chargée de cours à l'École nationale du greffe
1995-1996	Chargée de cours à l'École nationale supérieure des cadres
1996-1997	Chargée de cours à l'Institut national de la magistrature

PUBLICATIONS

- Collaboratrice aux revues spécialisées éditées par le Ministère de la justice et par la Cour suprême
- Série d'articles sur le juge administratif, la publicité foncière et la saisie immobilière
- Collaboratrice à la revue annuelle de l'Institut national de santé publique – articles sur la protection juridique de l'enfant face à la violence

LANGUES

Arabe – français – anglais

M. Fortuné Luc Olivier GUEZO (Expert)

(Nominated by the Government of Benin)

Date de naissance : 8 août 1956

Lieu de naissance : Abomey (Bénin)

Situation familiale : Marié, 3 enfants

1982	Maîtrise en droit, Université nationale du Bénin
1985	Diplôme de formation en magistrature au Centre de formation administrative de perfectionnement (CEFAP, devenu ENA)
1988-1990	Juge d'instruction au tribunal de première instance de Ouidah Juge de la deuxième Chambre civile et de la deuxième Chambre correctionnelle
1990-1995	Procureur de la République près le tribunal de première instance de Ouidah
1995-1997	Substitut général près la Cour d'appel
1997-1998	Directeur adjoint des affaires civiles et pénales du Ministère de la justice, de la législation et des droits de l'homme
1998 à ce jour	Directeur des affaires civiles et pénales

AUTRES EXPÉRIENCES

1986-1992	Enseignement de droit à l'Université nationale du Bénin : procédure pénale et droit pénal général, droit civil : régimes matrimoniaux
1994	Stage de formation comparée à l'École nationale de la magistrature à Paris
1995	Expert des Nations Unies sur les questions des droits de l'homme
	Présentation de deux communications : Protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention, réflexion sur les peines alternatives à l'emprisonnement
	Participation à la rédaction du projet de Code pénal béninois
1996	Membre du Conseil supérieur de la magistrature

1997	Membre de la Commission nationale chargée des réfugiés
	Membre de la Commission d'éligibilité des refugiés
	Communication à l'intention des magistrats sur les instruments nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme des ministères sur la procédure d'éligibilité des réfugiés au Bénin
	Participation au séminaire de formation à l'enseignement des droits de l'homme organisé par l'École instrument de Paix
	Communication à l'intention des personnels de commandement et des cadres Entraîneur de deuxième degré de tennis de table
	Président de la Ligue départementale de tennis de table de l'Atlantique
1998	Membre de la Commission nationale de réinstallation des refugiés
	Participation au Canada au séminaire de formation des juges en charge des affaires de réfugiés
	Participe à la formation des élèves magistrats à l'ENA
	Présentation de diverses communications dans le cadre du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et participation à des campagnes de sensibilisation
1999	Présentation des instruments nationaux relatifs à la protection des réfugiés aux cadres de l'administration, aux journalistes et aux représentants d'ONG oeuvrant dans le cadre des droits de l'homme
	Expert de l'OUA sur les questions du terrorisme

M. François-Mathieu NOUDEVIWA (Alternate)

(Nominated by the Government of Benin)

Date et lieu de naissance : septembre 1950 à Porto-Novo (Bénin)

Situation familiale : Marié, 4 enfants

ÉTUDES

1978-1979 :	Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques, Abomey-Calavi : Capacité en droit et sciences économiques
1981-1984 :	Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques, Abomey-Calavi : maîtrise ès sciences juridiques

STAGES

1973-1974 :	École normale Félicien Nadjo, Porto-Novo. Spécialité : Enseignement primaire. Certificat de fin de formation professionnelle
1986-1988 :	École nationale d'administration, Abomey-Calavi : Magistrature et carrières judiciaires : Attestation de diplôme de fin de formation (Cycle supérieur)
1997-1998 :	Centre WANAD, Cotonou : Formation en informatique

POSTES OCCUPÉS

1	École urbaine mixte Fonsaramé, Ouidah : instituteur adjoint
2	École urbaine mixte Zomai, Ouidah : instituteur adjoint
3	École de base Adjarra – Dévoukanmé, Ouidah : directeur
4	Division de district des enseignements, Cotonou : chef du personnel
5	Direction des enseignements moyens technique et professionnel, Cotonou : collaborateur du directeur
6	Parquet d'instance de Cotonou : collaborateur du Procureur de la République
7	Tribunal de première instance, Lokossa : juge du tribunal
8	Direction des affaires civiles et pénales, Cotonou : collaborateur du Directeur
9	Inspection générale des services judiciaires : collaborateur de l'Inspecteur général
10	Cour d'appel de Cotonou : Conseiller à la Cour

TÂCHES PONCTUELLES

- Membre de la Commission électorale (CENA 1995 Élections législatives)
- Membre de Commissions nationales d'enquêtes administratives sur :
  - la vérification de la gestion du Port autonome de Cotonou,

- les problèmes juridiques posés par les affaires domaniales,
- l'entreposage frauduleux de tabac italien en différents endroits du territoire,
- la vérification de la gestion administrative, financière et comptable de la Société nationale pour la commercialisation des produits pétroliers,
- la vérification de la gestion administrative, financière et comptable de la Société des ciments d'Onigbolo,
- la moralisation de la vie publique (détournements de deniers publics et mauvaise gestion des entreprises et services publics)

PUBLICATIONS RÉALISÉES

- Le principe du droit au travail au Bénin,
- Le Procureur de la République et le juge d'instruction

M. MAHAZAKA (Expert)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Date et lieu de naissance : Vers 1947 à Marokobay-Andapa, Faritany d'Antsiranana

Situation de famille : Marié, 1 enfant

TITRES UNIVERSITAIRES ET AUTRES DIPLÔMES :

- Licence en droit privé (régime de quatre ans)
- Diplôme de l'Institut d'études judiciaires

FONCTIONS ACTUELLES :

- Directeur général des affaires judiciaires, de l'administration pénitentiaire et du contrôle du fonctionnement des juridictions au Ministère de la justice - Année 1997
- Formateur à l'École nationale de la magistrature et des greffes, Antananarivo

FONCTIONS SUCCESSIVEMENT OCCUPÉES :

- De juillet 19978 à octobre : Substitut du Procureur de la République d'Antsiranana
- D'octobre 1982 à octobre 1985 : Président de section du tribunal d'Ambanja (juge unique)
- D'octobre 1985 à mars 1992 : Président du tribunal de première instance de 2ème classe D'Antalaha et Président suppléant du Tribunal spécial économique d'Antsiranana
- De mars 1992 à mars 1996 : Président du tribunal de première instance d'Antsiranana
- De mars 1996 à octobre 1997 : Directeur des affaires judiciaires (décret 96-043 du 1er février 1996)

STAGES, FORMATIONS PROFESSIONNELLES, COLLOQUES ET SÉMINAIRES :

- Stage de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme organisé par le PNUD à l'Institut des droits de l'homme (quatorzième session) à Strasbourg, 1983
- Colloque international sur le droit des affaires, droit du développement, Madagascar
- Colloque international sur le pouvoir judiciaire, Madagascar
- Colloque international sur la Haute Cour constitutionnelle, Institution de la République, Madagascar
- Séminaire international sur les aspects juridiques de la privatisation organisé par l'IDLI (Institut international de droit de développement), Madagascar
- Séminaire international sur les contrats commerciaux organisé par l'IDLI (Institut international de droit de développement), Madagascar
- Formation des formateurs a l'École nationale de la magistrature de Bordeaux, 1997
- Formation sur les institutions judiciaires françaises et stage auprès des juridictions françaises et à l'École nationale de la magistrature, Bordeaux, 1998
- Représentant de Madagascar à la première session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, février 1999 à New York

- A représenté Madagascar à la troisième session de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (29 novembre 1999 au 17 décembre 1999, New York)
- Titulaire du certificat de formation à l'initiation à l'Internet, 1999

LANGUES :

Français : excellent

Anglais : assez bien

Mme Arlette RAMAROSON (Alternate)

(Nominated by the Government of Madagascar)

Date et lieu de naissance : 14 août 1944 à Diégo-Suarez (Madagascar)

Situation de famille : Mariée, 4 enfants

FONCTION ACTUELLE :

Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements ministériels, au Ministère de la justice (Magistrat)

DIPLÔMES OBTENUS :

- Baccalauréat Sciences expérimentales (mention bien)
- Diplôme d'études juridiques générales
- Licence en droit, 1973
- Concours professionnel d'entrée à la magistrature, 1974

AUTRES CERTIFICATS

- Certificat de participation à la vingt-neuvième session de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg)
- Certificat de participation active du Centre des droits de l'homme pour l'enseignement des droits de l'homme à l'Université

DISTINCTIONS HONORITIQUES :

- Chevalier de l'Ordre national, 1990
- Officier de l'Ordre national, 1997

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE

- Premier substitut du Procureur de la République de Diégo-Suarez
- Juge d'instruction et juge au Tribunal de Tananarive (1975)
- Vice-Président du Tribunal de Tananarive (1978-1989)
- Conseiller à la Cour d'appel de Tananarive
- Président de la Chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Tananarive
- Membre élu à la formation de contrôle de la Cour suprême (1990) (Conseiller à la Cour suprême)
- Directeur des relations extérieures et des relations avec les départements ministériels au Ministère de la justice

AUTRES ACTIVITÉS

- Expert dans la rédaction de la Constitution malgache (1975)
- Fondatrice du PACWA (Panafrican Christian Women Alliance) à Madagascar et coordinatrice régionale des femmes chrétiennes des îles de l'océan Indien (Seychelles - Maurice - la Réunion) (1989)
- Membre du Conseil d'administration du Centre de redressement des jeunes filles "Ny Akany Avoko", Antananarivo (1992)
- Membre du syndicat des magistrats de Madagascar (1990)
- Membre de l'Association des femmes juristes à Madagascar
- Membre du Comité national malgache des droits de l'homme (1997)
- Membre du Comité de rédaction de l'avant-projet de décret sur la Commission nationale des droits de l'homme
- Membre du Comité préparatoire pour l'instauration d'une future cour criminelle internationale (1er au 16 décembre 1997, New York)
- Titulaire d'une attestation de fréquence sur le cours sur le renforcement de la capacité nationale dans la rédaction des rapports sur les droits de l'homme (Staff College Project, United Nations)
- Initiatrice du Groupe de travail international pour la promotion, le respect et l'effectivité des droits de l'homme à Madagascar représentant le Ministère de la justice et ce en collaboration avec les ONG nationales et internationales (UNICEF, PNUD, Médecin sans Frontières) et les ambassades (France, USA, Grande-Bretagne, Allemagne, Suisse)
- Réalisatrice des émissions-débats radiophoniques nationales sur les "droits de l'homme à Madagascar"
- Réalisatrice du projet sur l'humanisation de la détention préventive à Madagascar
- Membre de l'ONG "AMI" (Promotion des femmes Anteinoro) "Anakaviamindreny", février 1998
- Formation des formateurs dans la rédaction des rapports sur les droits de l'homme (mars 1998)
- Membre du Comité de suivi de l'application du CEDAW (mars 1998)
- Membre du Comité ad hoc chargé de l'élaboration des textes régissant le Comité de suivi de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant (février 1998)
- Consultante recrutée par le PNUD dans la rédaction du rapport national de suivi du Programme de Beijing
- Membre rédacteur du rapport périodique sur les droits de la femme
- Membre du Comité interministériel de la lutte contre la drogue
- Membre du Conseil d'administration de l'Office national de population (responsable du Programme national de population à Madagascar)
- Membre du Comité de pilotage du Programme de coopération Madagascar-UNICEF 1996-2000 et du Comité de préparation du Programme 2001/2003
- Chargée de cours sur les "droits de l'homme" à l'École nationale de la magistrature
- Titulaire d'un certificat de formation sur l'Internet de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Initiative Leland)
- Membre représentant Madagascar à la cinquante-cinquième session de la Commission des droits de l'homme (1999)

- Certificat d'appréciation du Comité national malgache pour la défense des droits de l'homme pour l'initiative de célébration du 49ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, laquelle a été célébrée pour la première fois à Madagascar
- Membre du Comité organisateur de la célébration du 50ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

PUBLICATIONS

"Historique et situation des droits de l'homme à Madagascar"

COLLOQUES

"Les entreprises en difficulté"
"La valorisation de la fonction de juger"
"Les droits de la femme malgache"
"L'esclavage et les droits de l'homme à Madagascar"
"La Bible et les droits de l'homme"

CONNAISSANCES EN LANGUES

- Anglais : bon
- Français : excellent

Mr. Jody KOLLAPEN (Expert)

(Nominated by the Government of South Africa)

Date of birth	19 May 1957
Children	Three daughters
First language	English

Education

1978	B Proc (Wits University)
1981	LLB (Wits University)
1982	Admitted as attorney of the Supreme Court of South Africa

Employment history

1973-1981	Articled Clerk (Candidate Attorney) Savage, Jooste & Adams
1982-1991	Practised as an attorney in Pretoria, initially in partnership and thereafter on own account in a general practice, in the latter years however specializing in human rights litigation which included civil litigation, challenges against security legislation and general criminal litigation with a human rights emphasis
1991	Commenced employment with Lawyers for Human Rights initially as Coordinator of the Political Prisoner Release Programme which was a programme established by Lawyers for Human Rights in conjunction with the Black Lawyers Association and the National Association of Democratic Lawyers whose aim was to provide legal assistance to prisoners in order to secure their release as political prisoners in terms of the various agreements negotiated between the Government and the African National Congress
1992	Commenced full-time employment with Lawyers for Human Rights as Director of the Panel Reform Project. This project had as its focus the provision of legal and other assistance to prisoners under sentence of death, a study of the Panel Reform system with a view to making recommendations for change, the provision of legal services to the general prison population in matters relevant to criminal appeals, assault and abuse within prison structures, etc.
1992 October	Appointed as the National Projects Director of Lawyers for Human Rights. The job description involved coordinating, planning and strategizing with the 13 project heads as well as the National Director of Lawyers for Human Rights. The project included the Applied Criminal Justice Project, the

Women's Desk, Law Reform Project, the Para-Legal Training Project, the Penal Reform Project, the Human Rights Education Project, Housing Rights Project, the Farmworkers Rights Project, Legal Training and Placement Project, the Disability Rights Unit and the Violence Monitoring and Witness Protection Project.

1995 January: Appointed National Director of Lawyers for Human Rights

1995 December: Appointed South African Human Rights Commissioner

Current duties:

National Commissioner responsible for civil/political rights. This includes:

- Oversight and monitoring of the police, courts and the penal system.
- Convenor of the Complaints Handling Committee which oversees and directs the investigation and resolution of complaints reaching the Commission, including public interest litigation.
- Other issues falling within ambit: refugees and migrants, judicial training, freedom of expression.

Other positions held:

- First Chairperson of the Laudium Residents and Ratepayers Association.
- Member of the Board of Control, Practical Law School, Pretoria.

1995-1996: Member of the National Advisory Council on Correctional Services.

Member of the Selection Panel for the appointment of members of the Truth and Reconciliation Commission.

Member of the Board of the Centre for the Study of Violence and Reconciliation (S.A.).

Member of the Board of the Legal Resources Trust (S.A.).

Member of the International Board of Article 19 (London based).

Member of the Board of the European Union Foundation for Human Rights.

International conferences attended:

Attended and delivered papers at numerous international conferences in Africa, Australia, Europe, the Middle East, England, India, Bangladesh.

Mr. Marat Aldangorovich SARSEMBAEV (Expert)

(Nominated by the Government of Kazakhstan)

Date of birth:	1947
Education:	Graduated from the University of Foreign Languages (the Faculty of English) and Kazakh State University (Law Faculty)
Law Degree:	Doctor of Science (International Law), he has defended his Doctoral thesis on International Law at the Institute of State and Law of the Russian Academy of Sciences (1994); he defended his Candidate thesis on International Law at Moscow Institute for International Relations (1978)
Academic rank:	Professor
Practical work:	8 years
Work as a teacher in a higher school:	26 years
Management Experience:	Dean of the Faculty of Law of Kazakh State University (3 years), Chief of International Law Chair of Kazakh State University (from 1990 up to present), President of the University of International Law and International Business <<Daneker>>
Lectures abroad:	He delivered lectures on International Law/Kazakhstani Law Kabul University, Afghanistan (1985-1987), Madison University, United States (1988), University of Rennes, France (1990), Indiana University, United States (1997)
Participation in international and foreign symposia:	He has taken part in symposia in Moscow (Russia), Tashkent (Uzbekistan), Ashgabat (Turkmenistan), Almaty (Kazakhstan), Hofstra near New York (United States), in United Nations seminars in Geneva (Switzerland), twice in 1999
Scientific works:	He has published more than 170 scientific works on internal and international law
Activity in professional organizations:	He is a member of the Russian Association of International Law; a member of Association of Lawyers of Asia and the Pacific, a member of the Human Rights Committee of the President of the Republic of Kazakhstan
Internships:	Moscow Institute for International Relations (1978) Moscow State University (Faculty of Law, 1984) Law School of Villanova University (Pennsylvania, United States, 1994)

Languages: Kazakh, Russian, English (fluent)

Work in the field of human rights:

1. Mr. Sarsembaev was a member of the Commission of the Supreme Soviet of Kazakhstan set up to investigate the events of December 1986, when Russian and Kazak officials ordered the repression of young men who were against the national policy of Moscow (in 1988).

2. He published articles on human rights in the following newspapers and journals: *Horizon*, Almaty, 15 December 1990; *Ogni Alatau*, Almaty, 7 June 1991; *Soviets of Kazakhstan*, 18 November 1992; *Panorama*, Almaty, 29 July 1995; *Mysl*, Almaty, 1995, No. 8 in the series *Collection of documents on refugees*, Almaty, 1998.

3. He published "Human rights" in the textbook *International Law*, Almaty, 1996.

4. Mr. Sarsembaev is the main author of the textbook for higher schools *Human Rights* which was published in Almaty in 1999 (252 pp.).

5. Mr. Sarsembaev is a member of the Committee on Human Rights under the President of the Republic of Kazakhstan. He organized a number of meetings on human rights for 5,645 schoolchildren in 120 schools of Almaty. He took part in international seminars on human rights in Astana, Almaty, Copenhagen, Bishkek and Moscow (1997-1999).

Mr. Gunduz S. AKTAN (Expert)

(Nominated by the Government of Turkey)

Born in 1941 in Safranbolu

Married, 2 children

Graduated from the Faculty of Political Sciences of Ankara University in 1962

Joined the Ministry of the Interior in 1964

Joined the Ministry of Foreign Affairs in 1967

Served at the following posts:

- Turkish Mission to the OECD, Paris, 1970-1973
- Turkish Embassy in Nairobi, 1973-1975
- Policy Planning Department, Ministry of Foreign Affairs, 1975-1977
- Turkish Mission to the United Nations, 1977-1980
- United Nations Headquarters, Director for Development and International Economic Cooperation, 1980-1981
- Director of the Gulf Department, Ministry of Foreign Affairs, 1981-1983
- Turkish Embassy in Bern, 1983-1985
- Adviser to Prime Minister Turgut Özal, 1985-1988
- Director General of European Union Department, Ministry of Foreign Affairs, 1986-1988
- Ambassador to Greece, 1988-1991
- Ambassador, Permanent Representative to the United Nations Office at Geneva, 1991-1994
- President of the Trade and Development Board, UNCTAD, 1992
- Conference on "War Crimes", one of the two negotiating group chairmen (organized by the Government of Switzerland and the International Committee of the Red Cross, Geneva), 1993-1994
- Deputy Under-Secretary for Political Affairs, 1994-1996
- Ambassador to Japan, 1996-1998 (Retired)
- Director General, TESEV (Turkish Economic and Social Studies Foundation), 1998

Foreign languages: English, French

Mr. Bulent MERIÇ (Alternate)

(Nominated by the Government of Turkey)

Born in Ankara, 22 February 1957

Marital Status: Married, two children

Education:

Ankara College - Turkey (1974)

BA in International Relations, Ankara University, Faculty of Political Science (1978)

Certificate in French Language, Centre de la Culture et des Etudes françaises, Ankara (1978)

MA in International Relations, University of Hull, Department of Social Sciences, Hull, England (1979)

Certificate in Comparative Marketing, Swedish School of Economics and Business Administration, Helsinki (1990)

Certificate in International Marketing Management, Swedish School of Economics and Business Administration, Helsinki (1991)

Professional experience:

Official, Ministry of Finance, International Economic Relations Department, International Monetary Fund Desk (1979-1980)

Third Secretary, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1981-1983)

Second Secretary and Chargé d'affaires, Turkish Legation, Tel Aviv (1983-1986)

First Secretary, Turkish Embassy, Tokyo (1986-1988)

Head of Section, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1988-1990)

First Secretary, Turkish Embassy, Helsinki (1990-1992)

Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Turkey to the Council of Europe, Strasbourg, France (1992-1994)

Head of Department, Ministry of Foreign Affairs, Council of Europe Department (1994-1996)

Councellor to the Permanent Mission of Turkey to the United Nations Office at Geneva (1996-)

Publications:

The Soviet Concept of a Collective Security System in Asia, University of Hull, 1979

A Comparative Study on Industrial Buying Behaviour in Finland and Turkey, Swedish School of Economics and Business Administration, 1991

Human Rights and National Foreign Policy Strategies, 1995 (in Turkish)

Foreign languages:

English, French, Japanese (colloquial)

- - - - -

UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr
GENERAL

E/CN.4/2000/88/Add.2
10 March 2000

Original: ENGLISH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-sixth session
Item 16 (b) of the provisional agenda

REPORT OF THE SUB-COMMISSION ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

ELECTION OF MEMBERS

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-sixth session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States; two members from Asian States; two members from Eastern European States; two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in documents E/CN.4/2000/88 and Add.1, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 5 January 2000. Those documents also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. Additional nominations and biographical data have been received since 5 January 2000.

4. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 9 March 2000. This document also includes biographical data received (see annex).*

---

* Issued in the language of submission only.

5. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

6. The updated list of nominations as at 9 March 2000 is as follows:

African States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Algeria	Ms. Leila ZERROUGUI	
Benin	Mr. Fortuné Luc Olivier GUEZO	Mr. François-Mathieu NOUDEVIWA
Egypt	Mr. Mounir ZAHRAN	
Ethiopia	Mr. Fisseha YIMER	
Madagascar	Mr. MAHAZAKA	Ms. Arlette RAMAROSON
Morocco	Ms. Halima Embarek WARZAZI	
Nigeria	Mr. Godfrey Bayour PREWARE	Ms. Christy Ezim MBONU
South Africa	Mr. Jody KOLLAPEN	
Sudan	Mr. Ahmed M.O. EL MUFTI	
Tunisia	Mr. Lazhar BOUOUNY	Ms. Hamida M'RABET LABIDI

Asian States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Japan	Mr. Yozo YOKOTA	Ms. Yoshiko TERAO
Lebanon	Mr. Sami A. BEKDASH	
Nepal	Mr. Kapil SHRESTHA	
Republic of Korea	Mr. Soo Gil PARK	Ms. Chin Sung CHUNG

Eastern European States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Armenia	Mr. Yuri BARSEGOV	Mr. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN
Azerbaijan	Mr. Rovshan MUSTAFAYEV	Mr. Tofig MUSAYEV
Belarus	Mr. Stanislav OGURTSOV	
Kazakhstan[1]	Mr. Marat SARSEMBAEV	
Romania	Ms. Iulia Antoanella MOTOC	Ms. Victoria SANDRU

[1] Pending settlement of the question of the membership of Kazakhstan in the Eastern European group.

Latin American States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Cuba	Mr. Miguel J. ALFONSO MARTÍNEZ	Mr. Juan Antonio FERNÁNDEZ PALACIOS
Guatemala	Ms. Otilia LUX DE COTÍ	Ms. Juana CATINAC DE COYOY
Paraguay	Ms. Soledad VILLAGRA	
Peru	Mr. Manuel RODRÍGUEZ-CUADROS	

Western European and other States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Netherlands	Mr. Fried VAN HOOF	Ms. Lammy BETTEN
Norway	Mr. Asbjørn EIDE	Mr. Jan HELGESEN
Turkey	Mr. Gündüz AKTAN	Mr. Bülent MERIC
United States of America	Mr. David WEISSBRODT	Ms. Barbara FREY

Annex

BIOGRAPHICAL DATA

Mr. Godfrey Bayour PREWARE (Expert)
(Nominated by the Government of Nigeria)

Date and place of birth:	17 December 1943, Odoni, Sagbama Local Government Area Bayelsa State, Nigeria
Nationality:	Nigerian
Marital status:	Married, five children
Education qualifications:	B.A. (Hons - French), University of Lagos, Nigeria
	M. Phil. (Diplomacy and Strategic Studies)
	mni (Member of the National Institute for Policy and Strategic Studies, Kuru, Nigeria)
Professional experience:	Permanent Secretary, Ministry of Foreign Affairs (June 1999 to date)
	Director-General, National Intelligence Agency (1998)
	Director, Research Department (1994-1997)
	Commissioner of the Federal Republic of Nigeria in Hong Kong (1988-1993)
	Served in various capacities in the Ministry of Foreign Affairs Headquarters (Lagos and Abuja) and in Nigerian diplomatic consular missions abroad (1972-1988)
Hobbies:	Reading, travel and fishing

Ms. Christy Ezim MBONU (Alternate)
(Nominated by the Government of Nigeria)

Date of birth:	25 July 1959
Place of birth:	Jos, Plateau State, Nigeria
Nationality:	Nigerian
Marital status:	Married
Education:	1980 - B.A. (French), University of Ife (now Obefemi Awolowo University)
	1983 - Foreign Service Academy, Lagos
	1990 - Masters in International Law and Diplomacy, University of Lagos
Working experience:	1998 to date - Senior Counsellor, Second United Nations Department, Ministry of Foreign Affairs, Abuja
	1995-1998 - Senior Counsellor, Consulate-General of Nigeria, New York
	1991 - Counsellor, Political Department, Liaison Office, Ministry of Foreign Affairs, Lagos
	1986-1989 - Second Secretary, Permanent Mission of Nigeria, Geneva
	1983-1986 - Third Secretary, West and North African Department, Ministry of Foreign Affairs, Lagos
	1981-1982 - Third Secretary, Protocol Department Ministry of Foreign Affairs, Lagos

Participation at conferences and meetings

Alternate leader of Nigerian delegation to the thirty-seventh, thirty-eighth and thirty-ninth sessions of the Executive Committee of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), Geneva, 1986-1988

Member of the Nigerian delegation to the Sub-Committee on International Protection of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, 1986, 1987, 1988

Member of Nigerian delegation to the Sub-Committee on Administrative and Financial Matters of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1986, 1987, 1988

Member of Working Group of Executive Committee of UNHCR mandated by the Economic and Social Council to study effective participation of observers in the Executive Committee sessions

Member of Nigerian observer delegation to the Commission on Human Rights, Geneva, February-March 1987

Head of Nigerian observer delegation to the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva, August 1987

Member of Government delegation to the Twenty-fifth Conference of the International Committee of the Red Cross, Geneva, 1986

Member of the open-ended working group on the question of a convention on the rights of the child, 1988

Member of Nigerian delegation to the Commission on Human Rights, Geneva, February-March 1988-1998

Participation at the International Seminar on the Teaching of Human Rights, Geneva, December, 1988

Rapporteur of the forty-fifth session of the Commission on Human Rights, February-March, 1989

Member of the Working Group on Indigenous Populations of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1987-1991

Alternate member of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1987-1998

Member of Nigerian delegation to the fiftieth session of the United Nations General Assembly, 1995

Member of the Nigerian delegation to the fifty-first session of the United Nations General Assembly, 1996

Member, Governing Council, National Human Rights Commission, Nigeria

Documents prepared for the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities

"Draft programme of activities for the International Year of the World's Indigenous People" (E/CN.4/Sub.2/1991/39), co-authored with Professor Asjbørn Eide (Norway)

"Further suggestions for United Nations activities for the International Year of the World's Indigenous People"

Ad hoc national assignment

Delivery of lecture to officers of the Command and Staff College, Jaji, Nigeria, 1986

Honours

Honourary Citizen of Little Rock, Arkansas, United States of America, March 1996

Tennessee Ambassador of Goodwill, State of Tennessee, United States of America, 13 December 1997

Languages

Speaks and writes English and French fluently

Fair knowledge of Portuguese

Mr. Rovshan MUSTAFAYEV (Expert)
(Nominated by the Government of Azerbaijan)

Date of birth:	1960
Education:	Higher, Azerbaijan State University
Academic degree:	Doctor of Political Sciences
Languages:	Azerbaijani (mother tongue), Turkish, English, Russian
Experience:	
Present position:	Director of the Scientific-research Institute on Human Rights of the Republic of Azerbaijan
	Member of the Central Election Committee of Azerbaijan
	Member of the editorial board of the Bulletin on Human Rights
	Member of the Paris annual Conference of Human Rights Institutes' Directors
1993-1999:	Editor-in-Chief of the Rebirth - XXI Century scientific-political journal
	Rector of the Azerbaijan Institute of State Building and International Relations
1998-1999:	Chairman of the National Committee of UNESCO on the MOST programme in the Republic of Azerbaijan
1995-1996:	Member of the group of experts of the United Nations and UNIDO programme for the development of free economic zones in the Republic of Azerbaijan
	Member of a scientific-creative group attached to the United Nations Office in the Republic of Azerbaijan for the preparation of annual reports on "Human Development in Azerbaijan"
Scientific interests:	Human Rights
	Socio-economical aspects of the development of the countries in a transitional period

Problems of the internal and foreign policy of the new developing States

Internal political State system in the transformation period

United Nations activities in human rights

Publications: Author of five scientific-research books and more than 50 articles

Marital status: Married, two sons

Books

Azerbaijan and the New World Order

The State System of Azerbaijan: on the Way of Yourself and the World's Cognition

Azerbaijan Way of Development

Intellectual Property

Articles

"NATO and Azerbaijan"

"The Caucasian house"

"The Special Economic Zone of Sumgayit"

"The Roman report"

"Azerbaijan in the context of the American world model"

"Comprehension as a factor of movement".

Mr. Tofig MUSAYEV (Alternate)
(Nominated by the Government of Azerbaijan)

Personal:	Born 11 September 1969 in Baku, Azerbaijan Married and has two children
Education:	Baku State University, Faculty of Law Diploma of Outstanding Performance
Degree:	Author of dissertation, Baku State University, Department of International Law
Training programmes:	
1995	Diplomats course organized by the Center for Political and Diplomatic Studies in association with Foreign and Commonwealth Office Know-How Fund (Universities of Leeds, Oxford, Cambridge and Edinburgh)
1997	Study visit to the Secretariat of the Council of Europe, Strasbourg
	Seminar on the implementation of human rights treaties organized by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Budapest
Professional record:	
1998 to date	Permanent Mission of Azerbaijan to the United Nations Office and other international organizations at Geneva, Second Secretary
1997-1998	Permanent Mission of Azerbaijan to the United Nations Office and other international organizations at Geneva, Third Secretary
1996-1997	Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan, Treaty and Legal Department, Human Rights Division, Third Secretary, Acting Head of Division
1993-1996	Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan, Treaty and Legal Department, Human Rights Division, Attaché
1993	Chamber of Commerce and Industry of Azerbaijan, Adviser

Governmental commissions:

1996	Intergovernmental Commission on preparation for the United Nations Regional Conference to Address the Problems of Refugees, Displaced Persons, Other Forms of Involuntary Displacement and Returnees in the Countries of the Commonwealth of Independent States and Relevant Neighbouring States
1995	Governmental Commission on preparation of the initial report of Azerbaijan under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
1994	Governmental Commission on preparation of the initial report of Azerbaijan under the International Covenant on Civil and Political Rights

Meetings:

1993	CSCE Implementation Meeting on Human Dimension Issues, Warsaw
1994	Fiftieth session of the Commission on Human Rights, Geneva
	Meetings of the CIS countries Working Group on elaboration of the draft CIS Convention on the Protection of the Rights of Persons Belonging to National Minorities, Minsk
	Meetings of the CIS countries Working Group on elaboration of the draft CIS Declaration on the Rights of Peoples to Self-Determination, Minsk
	Meeting of the CIS countries Working Group on elaboration of the draft CIS Convention on the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, Moscow
1995	Fifty-first session of the Commission on Human Rights, Geneva
	Meeting of the CIS countries Working Group on elaboration of the draft CIS Convention on Citizenship, Minsk
	OSCE Seminar on Drafting of Human Rights Legislation, Ashgabat
	OSCE Implementation Meeting on Human Dimension Isssues, Warsaw
	OSCE Human Dimension Seminar on the Rule of Law, Warsaw

1996	Meeting of the CIS countries Working Group on elaboration of the draft CIS Convention on Citizenship, Minsk
	OSCE Human Dimension Seminar on Constitutional, Legal and Administrative Aspects of the Freedom of Religion, Warsaw
	Meeting of the European Committee on Legal Cooperation, Council of Europe, Strasbourg, Representative of Azerbaijan
	Visit of the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Azerbaijan to the Council of Europe, Strasbourg
	Consultation and Planning Meeting for 1997, Council of Europe, Strasbourg
1997	Fifty-third session of the Commission on Human Rights, Geneva
	Forty-ninth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva
	Forty-eighth session of the Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Geneva
	Second Meeting of the Steering Group of the Regional Conference to Address the Problems of Refugees, Displaced Persons, Other Forms of Involuntary Displacement and Returnees in the Countries of the Commonwealth of Independent States and Relevant Neighbouring States
	Seventeenth session of the Committee on Economic, Social and Cultural Rights, Geneva, Member of the governmental delegation presenting the initial report of Azerbaijan under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
1998	1998 session of the Conference on Disarmament, Geneva
	First periodical meeting on international humanitarian law, Geneva
	Fifty-fourth session of the Commission on Human Rights, Geneva
	Fourth session of the Working Group on Minorities of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva
	Fiftieth session of the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, Geneva

Eighty-sixth International Labour Conference, Geneva

Third Meeting of the Steering Group of the Regional Conference to Address the Problems of Refugees, Displaced Persons, Other Forms of Involuntary Displacement and Returnees in the Countries of the Commonwealth of Independent States and Relevant Neighbouring States

Forty-ninth session of the Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Geneva

Seminar on Enriching the Universality of Human Rights, Islamic Perspectives on the Universal Declaration of Human Rights, Geneva

Meeting of Experts on General Problems in implementing the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, Geneva

1999

1999 session of the Conference on Disarmament, Geneva

Fourteenth, Fifteenth and Sixteenth Meetings of the Standing Committee of the Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Geneva

Fifty-fifth session of the Commission on Human Rights, Geneva

Fifth session of the Working Group on Minorities of the Sub-Commission on Promotion and Protection of Human Rights, Geneva

Fourth Meeting of the Steering Group of the Regional Conference to Address the Problems of Refugees, Displaced Persons, Other Forms of Involuntary Displacement and Returnees in the Countries of the Commonwealth of Independent States and Relevant Neighbouring States

Conference of the High Contracting Parties to the Fourth Geneva Convention Relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, Geneva

Fifty-first session of the Sub-Commission on the Promotion and Protection of Human Rights, Geneva

Fifty-fifth session of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Geneva, member of the Governmental Delegation presenting the initial report of Azerbaijan under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination

Fiftieth session of the Executive Committee of the High Commissioner's Programme, Geneva

First meeting of the Working Group to Address the Issue of the Follow-Up to the Regional Conference to Address the Problems of Refugees, Displaced Persons, Other Forms of Involuntary Displacement and Returnees in the Countries of the Commonwealth of Independent States and Relevant Neighbouring States, Geneva

Twenty-seventh International Conference of the Red Cross and Red Crescent, Geneva, Member of the delegation

Twenty-third session of the Committee against Torture, Geneva, member of the governmental delegation presenting the initial report of Azerbaijan under the Convention against Torture

Seventh meeting of the States parties to the Convention against Torture, Geneva, member of the delegation

Main publications: Illegal interpretation of the right to self-determination as a threat to international peace and security (The Law, magazine, Baku, 1996)

International legal approach to the issues of the realization of the right to self-determination and the protection of the rights of persons belonging to minorities (International law, magazine, Baku, 1998

Territorial Integrity and the Protection of the Rights of Persons belonging to Minorities (Publication of the materials of the Scientific Research Conference, Baku State University, 1996)

Membership: International Law Society of Azerbaijan

Languages: Azerbaijani, English, Russian, French

- - - - -

UNITED
NATIONS

E

Economic and Social
Council

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2000/88/Add.3
27 March 2000

Original: ENGLISH/FRENCH

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-sixth session
Agenda item 16 (b)

REPORT OF THE SUB-COMMISSION ON THE PROMOTION AND PROTECTION OF HUMAN RIGHTS

ELECTION OF MEMBERS

Note by the Secretary-General

Addendum

1. In accordance with relevant Economic and Social Council resolutions and in particular resolution 1986/35, the Commission on Human Rights, at its fifty-sixth session, is called upon to elect half of the Sub-Commission membership and the corresponding alternates, if any, in accordance with the following pattern: four members from African States, two members from Asian States, two members from Eastern European States, two members from Latin American States and three members from Western European and other States.

2. The Secretary-General, in documents E/CN.4/2000/88 and Add.1 and 2, informed the Commission of the nominations of candidates and alternates for election to the Sub-Commission received as at 9 March 2000. Those documents also contained the biographical data of candidates and alternates which had been received.

3. The following additional information has been received since 9 March 2000:

(a) The Permanent Mission of Madagascar informed the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on 9 March 2000 that the Government of Madagascar had decided to nominate Mr. Georges Razanakoto as an expert for election to the Sub-Commission in place of Mr. Mahazaka who had been nominated earlier;

(b) The Permanent Mission of Guatemala informed the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on 23 March 2000 that the Government of Guatemala had decided to withdraw the candidature of Ms. Otilia Lux de Coti, nominated earlier as an expert for election to the Sub-Commission.

4. The present document contains the updated list of nominations for membership of the Sub-Commission as at 27 March 2000. This document also includes biographical data received (see annex).*

5. Communications and nominations received subsequent to the date of the present document will be reproduced in further addenda.

6. The updated list of nominations as at 27 March 2000 is as follows.

African States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Algeria	Ms. Leila ZERROUGUI	
Benin	Mr. Fortuné Luc Olivier GUEZO	Mr. François-Mathieu NOUDEVIWA
Egypt	Mr. Mounir ZAHRAN	
Ethiopia	Mr. Fisseha YIMER	
Madagascar	Mr. Georges RAZANAKOTO	Ms. Arlette RAMAROSON
Morocco	Ms. Halima Embarek WARZAZI	
Nigeria	Mr. Godfrey Bayour PREWARE	Ms. Christy Ezim MBONU
South Africa	Mr. Jody KOLLAPEN	
Sudan	Mr. Ahmed M.O. EL MUFTI	
Tunisia	Mr. Lazhar BOUOUNY	Ms. Hamida M'RABET LABIDI

Asian States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Japan	Mr. Yozo YOKOTA	Ms. Yoshiko TERAO
Lebanon	Mr. Sami A. BEKDASH	
Nepal	Mr. Kapil SHRESTHA	
Republic of Korea	Mr. Soo Gil PARK	Ms. Chin Sung CHUNG

* Issued in the language of submission only.

Eastern European States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Armenia	Mr. Yuri BARSEGOV	Mr. Ashot MELIK-SHAHNAZARIAN
Azerbaijan	Mr. Rovshan MUSTAFAYEV	Mr. Tofig MUSAYEV
Belarus	Mr. Stanislav OGURTSOV	
Kazakhstan*	Mr. Marat SARSEMBAEV	
Romania	Ms. Iulia Antoanella MOTOC	Ms. Victoria SANDRU

Latin American States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Cuba	Mr. Miguel J. ALFONSO MARTINEZ	Mr. Juan Antonio FERNÁNDEZ PALACIOS
Paraguay	Ms. Soledad VILLAGRA	
Peru	Mr. Manuel RODRÍGUEZ-CUADROS	

Western European and other States

Nominating member State	Expert nominated	Alternate nominated
Netherlands	Mr. Fried VAN HOOF	Ms. Lammy BETTEN
Norway	Mr. Asbjørn EIDE	Mr. Jan HELGESEN
Turkey	Mr. Gunduz AKTAN	Mr. Bulent MERIC
United States of America	Mr. David WEISSBRODT	Ms. Barbara FREY

* Pending settlement of the question of the membership of Kazakhstan in the Eastern European group.

Annex

BIOGRAPHICAL DATA

Mr. Georges RAZANAKOTO (Expert)
(Nominated by the Government of Madagascar)

NOM et PRÉNOM	RAZANAKOTO Georges
DATE et LIEU DE NAISSANCE	9 mars 1945 à Ampangabe Nasandratrony – Fianarantsoa II Madagascar
SITUATION FAMILIALE	Marié, père de quatre enfants
ADRESSE PROFESSIONNELLE	Directeur des études au Ministère de la justice Faravohitra – Antananarivo 101
ADRESSE FAMILIALE	BP 3313 – Antananarivo (101)

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

Chevalier de l'Ordre national malgache (Décret No 90-364 du 22 août 1990)
Officier de l'Ordre national malgache (Décret No 96-406 du 11 juin 1996)

CARRIÈRE PROFESSIONNELLE : MAGISTRAT

Date d'entrée dans la magistrature	Novembre 1970
Grade actuel	Magistrat du Premier Grade nommé Président de Chambre à la Cour suprême par Décret No 89-021 du 31 juillet 1989
Fonctions actuelles	Directeur des études au Ministère de la justice

ÉTUDES – FORMATIONS – STAGES :

ÉTUDES

1966	Baccalauréat, série philosophie
1969	Licence en droit privé (régime de quatre ans) Certificat d'études judiciaires
1970	Diplôme de l'Institut d'études judiciaires (IEJ)

STAGES ET FORMATIONS

1967	Stage auprès de la Préfecture de Fianarantsoa à la gestion administrative d'une préfecture
1969	Stage pratique auprès du Tribunal de Fianarantsoa organisé par l'IEJ de l'Université de Madagascar

1993 Participation au Séminaire de formation sur "Les aspects juridiques de la libération de l'économie" organisé à Mantasoa, Madagascar par l'USAID, l'Académie malgache, le Ministère de la justice et l'Institut international pour le droit du développement ou IDLI de Rome.

1994 Participant au Séminaire de formation sur "Les entreprises en difficultés" organisé à Rome par l'IDLI

CONNAISSANCES LINGUISTIQUES

Malgache : Parlé, écrit

Français : Parlé, écrit

Anglais : Écrit, parlé moyen

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

Avancement professionnel

Magistrat intérimaire : Décret No 2815-FOP/NE du Ministère de la fonction publique du 13 octobre 1970. Substitut du Procureur de la République de Fianarantsoa.

Magistrat du 5ème grade, 2ème échelon Décret No 71-177 du 8 avril 1971.

Magistrat du 4ème grade Décret No 74-47 du 15 février 1974.

Magistrat du 3ème grade, 1er échelon Décret No 79-107 du 23 avril 1979.

Magistrat du 2ème grade, 1er échelon Décret No 84-161 du 11 mai 1984.

Magistrat du 1er grade Décret No 89-221 du 31 juillet 1989.

Dans l'administration judiciaire

1970-1971 Substitut du Procureur de la République de Fianarantsoa.

1971-1973 Juge au Tribunal d'Antananarivo. Juge d'instruction d'Antananarivo.

1973-1976 Président du Tribunal pour enfants d'Antananarivo.

1976-1978 Président du Tribunal de section de Port-Bergé.

1978-1980 Premier substitut du Procureur de la République d'Antananarivo.

1980-1982 Conseiller à la Cour d'appel de Madagascar. Nommé Président de Chambre à la Cour d'appel par Décret No 85-443 du 27 décembre 1985.

1982-1985 Conseiller à la Chambre de cassation de la Cour suprême.

1985-1989 Élu Conseiller à la formation de contrôle de la Cour suprême par l'Assemblée nationale populaire.

Depuis 1989 Magistrat du premier grade, nommé Président de Chambre à la Cour suprême par Décret No 89-221 du 31 juillet 1989.

1997- Directeur des études au Ministère de la justice (Décret No 97-462 du 17 avril 1997).

En dehors de l'administration judiciaire

À la Banque BTM

1990-1992 Conseiller juridique de la Direction générale et Directeur des affaires judiciaires

1992-1993 Reconduit au poste de Directeur des affaires juridiques (après évaluation du potentiel en management par le Cabinet RINDRA).

Dans l'enseignement

1973-1974 Enseignant vacataire de droit civil à l'École nationale des cadres (ENA-Faculté de droit).

1974-1976 Enseignant vacataire chargé des travaux pratiques de droit civil et de droit pénal à l'EESDEGS (Université de Madagascar)

1978-1989 Enseignant vacataire de droit civil et de droit commercial à la filière Gestion de l'EESDEGS.

1988-1989 Professeur vacataire de droit des affaires à l'INSCAE.

1993-1994 Enseignant vacataire chargé de cours de droit bancaire à l'École nationale d'administration de Madagascar ou ENAM

1995 à ce jour Enseignant vacataire au CNTEMAD ou Centre national de téléenseignement de Madagascar.

AUTRES INSTITUTIONS

1997 Membre du Conseil d'administration de l'OMAPI.

1997-1998 Conseiller technique non permanent au Ministère du développement du secteur privé et de la privatisation (arrêté No7214 DU 13 AOÛT 1997).

Missions à l'extérieur

1982 À New York, membre de la délégation malgache à la trente-septième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (rapport de mission déposé au secrétariat général du Gouvernement en février 1983).

1986 En Autriche, membre de la délégation malgache à la Conférence des États sur le droit des traités (rapport de mission déposé au secrétariat général du Gouvernement en avril 1986).

1992 En Italie, mission de négociation et recouvrement de la Banque BTM auprès de la Société Dexter-Italia (Milan) (rapport de mission déposé à la Direction générale de la Banque BTM en avril 1992)

1998 Aux Etats-Unis (Washington, Los Angeles, Philadelphie, Salt Lake City, membre de la délégation malgache en visite de formation – sur le système juridique et judiciaire américain (rapport déposé au secrétariat général du Gouvernement en avril 1998)

1999 À Maurice, membre de la délégation malgache à la Première Conférence ministérielle de l'OUA (rapport déposé en mai 1999 au secrétariat général du Gouvernement)

Missions à l'intérieur

1986 Animateur d'atelier au Séminaire sur le Sida organisé par le Ministère de la santé

1987 Participant au Séminaire magistrats-banquiers organisé à la Banque centrale de Madagascar

1988 Membre de la Commission de réforme du droit de la famille organisée par l'ANP à Tsimbazaza (Rapporteur de la quatrième Commission)

1990 Participant au Colloque international sur le droit des affaires organisé par l'Académie malgache et l'EESDEGS

1993 Président de la sixième Commission de rédaction de projets de textes sur "L'Etat et les entreprises" sous l'égide de l'Académie malgache et de l'EESDEGS (USAID)

1999 Organisateur de la table ronde sur "Les stratégies de la lutte contre la corruption" à l'hôtel Hilton, Madagascar, encadrée par l'IDLI

SPORTS PRATIQUÉS

Cyclisme, ping-pong, chasse

AUTRES RESPONSABILITÉS

Fondateur de l'Association des anciens étudiants malgaches de l'IDLI et Président du Bureau

---